

## ANNEXE 3

### PROLONGATION DU RÉSEAU DE GAZ NATUREL DANS LA MRC DE MONTMAGNY

## Quel avenir pour le gaz naturel et les hydrocarbures fossiles ?

### Les cibles de réduction de gaz à effet de serre devront être atteintes

Dans l'évaluation d'une solution de rechange pour améliorer la compétitivité des entreprises, il importe de considérer le contexte global dans lequel l'économie mondiale évolue. Outre les importants accords économiques entre États — soumis à de grandes perturbations en ce moment avec les États-Unis —, il faut prendre en compte l'implacable réalité climatique qui pourrait être le plus grand perturbateur économique, social et en santé humaine que la civilisation humaine ait connue. L'Accord de Paris sur le climat signé en 2015 incarne le plus fort consensus sur la question, qui ne laisse aucun doute sur la gravité de la menace.

Au Québec, la cible officielle de baisse des émissions de GES est de 37,5 % en 2030 et de 80 à 95 % en 2050, par rapport à 1990<sup>1</sup>. Or, les progrès par rapport à ces cibles s'avèrent beaucoup plus lents que prévu et il ne fait nul doute que le Québec devra accélérer son retrait des énergies fossiles, à défaut de quoi il en coûtera cher à la société québécoise et à ses entreprises. Normand Mousseau, professeur et directeur académique de l'Institut de l'énergie Trottier à l'Université de Montréal, évalue que l'atteinte des cibles de 2020 obligera les entreprises industrielles québécoises à acheter chaque année le droit d'émettre 10 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> sur le marché du carbone (200 millions par année)<sup>2</sup>.

### Le désinvestissement fossile

Le désinvestissement fossile est amorcé depuis plusieurs années en raison de la précarité du secteur pétrolier et gazier. Cette précarité découle des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre que les nations ont pris afin de limiter les coûts colossaux liés aux désastres environnementaux, aux événements climatiques extrêmes et aux impacts du réchauffement climatique sur la santé publique. Mark Carney, actuel Gouverneur de la Banque

---

<sup>1</sup> Le gouvernement propose une cible québécoise de réduction des émissions de GES de l'ordre de 37,5 % pour 2030, Portail Québec, 17 septembre 2015.

<sup>2</sup> Martin Croteau, 12 mai 2017. <<http://www.lapresse.ca/environnement/dossiers/changements-climatiques/201705/11/01-5097215-quebec-ratera-ses-objectifs-de-reduction-des-ges.php>>

d'Angleterre et ancien Gouverneur de la Banque du Canada, est l'un des premiers à avoir sonné l'alerte à ce sujet. Depuis 2014, il met les investisseurs en garde contre la perte de valeur permanente qui frappera les infrastructures liées aux énergies fossiles au moment où la « bulle du carbone » éclatera<sup>3</sup>.

Quelques annonces récentes font comprendre que ce mouvement prend de l'ampleur et aura un impact important d'ici quelques années. Ainsi, même si la Norvège est le plus important producteur pétrolier d'Europe, la Banque de Norvège, qui gère le plus gros fonds souverain du monde, a annoncé en novembre 2017 qu'elle souhaite limiter la vulnérabilité du royaume au secteur des hydrocarbures en s'en retirant<sup>4</sup>. En décembre 2017, le groupe mondial d'assurances AXA annonçait plus de 3 milliards d'euros de désinvestissements supplémentaires des producteurs d'énergie à forte intensité carbone<sup>5</sup>. Pour sa part, la Banque Mondiale « cessera de financer les activités en amont du secteur pétrolier et gazier après 2019 », soit les projets d'exploration et d'exploitation d'énergies fossiles, un secteur où elle investit annuellement plus d'un milliard de dollars<sup>6</sup>. Le 17 février 2018, la Ville de New York a annoncé qu'elle se départirait des cinq milliards d'actifs que le fonds de retraite de ses employés municipaux avait placés dans ce secteur d'activité et emboîtait ainsi le pas à Minneapolis, Oakland, Portland, Palo Alto, San Francisco et Seattle — entre autres<sup>7</sup>. New York a aussi annoncé son intention d'assigner en justice cinq géants pétroliers — BP, Chevron, ConocoPhillips, ExxonMobil et Shell — pour leur responsabilité dans le changement climatique<sup>8</sup>. La liste des annonces de désinvestissement des énergies fossiles est bien garnie et ne cesse de s'allonger. En parallèle, les investissements dans les énergies renouvelables vont croître car elles représentent, avec l'efficacité énergétique, le secteur d'avenir.

Dans ce contexte, combien d'années le gaz naturel restera-t-il compétitif face aux solutions de recharge en efficacité énergétique et en énergie renouvelable, lesquelles ont un bien meilleur horizon de rentabilité, car basé sur des ressources pérennes et locales ?

---

<sup>3</sup> *The Guardian*. <<http://www.theguardian.com/environment/2014/oct/13/mark-carney-fossil-fuel-reserves-burned-carbon-bubble>>

<sup>4</sup> « Le fonds pétrolier norvégien veut se désengager du... pétrole ».

<[http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/11/16/le-fonds-petrolier-norvegien-veut-se-desengager-du-petrole\\_5216053\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/11/16/le-fonds-petrolier-norvegien-veut-se-desengager-du-petrole_5216053_3234.html)>

<sup>5</sup> *AXA accélère dans son engagement contre le changement climatique*.

<<https://www.axa.com/fr/newsroom/communiqués-de-presse/axa-accélère-dans-son-engagement-contre-le-changement-climatique>>

<sup>6</sup> « Énergies fossiles: la Banque mondiale ferme le robinet ».

<[http://www.ledevoir.com/societe/environnement/515301/one-planet-summit?>](http://www.ledevoir.com/societe/environnement/515301/one-planet-summit?)

<sup>7</sup> « Vers un désinvestissement des énergies fossiles ».

<<http://www.ledevoir.com/economie/520210/vers-un-desinvestissement-des-energies-fossiles>>

<sup>8</sup> « New York veut liquider ses investissements dans les énergies fossiles ».

<<http://www.journaldemontreal.com/2018/01/10/new-york-veut-liquider-ses-investissements-dans-les-energies-fossiles>>

**Les changements climatiques constituent à l'heure actuelle une des plus importantes préoccupations environnementales et le respect des engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat est essentiel en vue de limiter leur ampleur. [...]**

**Le 12 décembre 2015, à Paris, les 195 participants à la 21<sup>e</sup> Conférence des Parties (CdP-21) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont adopté par consensus l'Accord de Paris sur le climat, avec pour objectif de limiter le réchauffement climatique à 2°C et, si possible, à 1,5°C au-dessus du niveau préindustriel (UNFCCC, 2015a). [...]**

**Il n'est pas étonnant de constater que l'Accord de Paris est souvent assimilé à la fin de l'âge des combustibles fossiles et à la période de transition vers une économie décarbonisée<sup>1</sup>. Le calcul est simple. Selon les modèles climatiques, l'humanité peut émettre en tout (les émissions historiques cumulées) environ 1000 Gt de carbone<sup>II</sup> sous forme de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère pour pouvoir espérer limiter le réchauffement climatique à 2°C (Allen et al., 2009; UNEP, 2014). Cette quantité représente le « budget carbone » de l'humanité, à ne pas dépasser sous peine de manquer la cible de 2°C. Or, depuis le début de l'industrialisation jusqu'à la première moitié du 21<sup>e</sup> siècle, 770 Gt de carbone ont déjà été émises, ne laissant qu'une marge d'environ 230 Gt de carbone à émettre, soit l'équivalent de 20 à 30 ans de consommation au rythme actuel (Friedlingstein et al., 2010)<sup>9</sup>.**

<sup>1</sup>Voir notamment : Goldenberg, S., Vidal, J., Taylor, L., Vaughan, A. et Harvey, F. (2015, 12 décembre). *Paris climate deal: Nearly 200 nations sign in end of fossil fuel era*, *The Guardian*; Scott, M. (2015, 13 décembre). *Paris climate change deal could spell the beginning of the end of the fossil fuel age*, *Forbes*; Boulet, J. et Thijs, J. (2015, 17 décembre). *L'accord sur le climat de Paris marque la fin de l'ère des énergies fossiles*, *Greenpeace*; Evans-Pritchard, A. (2015, 29 novembre). *COP-21 climate deal in Paris spells end of the fossil era*, *The Telegraph*.

<sup>II</sup> 1 tonne de carbone équivaut à 3,67 tonnes de CO<sub>2</sub>.

<sup>9</sup> Weissenberger, Sebastian et Jean-Philippe Waaub. « Exploitation des hydrocarbures du golfe du Saint-Laurent dans le contexte global de la crise climatique », dans *Les hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent. Enjeux sociaux, économiques et environnementaux*, Philippe Archambault et al. (dir.), Notre Golfe, Rimouski, 2017, chapitre I, pages 26-67. Note : cet ouvrage gratuit peut être consulté et téléchargé en ligne : <<http://notregolfe.ca/> - livre>

## L'hydre à deux têtes : des forages sur nos terres pour alimenter le réseau ?

Lors d'un webinaire sur l'utilisation de carburants de remplacement dans le domaine du camionnage (Chaire HEC énergie, le 6 février 2018), il fut mentionné que le Québec s'approvisionne à plus de 89 % à partir du carrefour de Dawn et que le gaz origine donc principalement du shale de Marcellus, ce qui signifie en clair que le gaz circulant dans les tuyaux d'Énergir est presque en totalité du gaz de schiste issu de la fracturation — et le sera toujours davantage. Au Québec, il n'existe aucun gisement conventionnel connu ; toute extraction de gaz de schiste, de grès, de calcaire ou de dolomie exigerait l'utilisation de procédés non conventionnels comme la fracturation.

Que le gaz provienne des États-Unis ou du Québec, ce combustible nous amène donc sur un chemin diamétralement opposé à nos cibles de réduction des émissions de GES. En effet, la fracturation provoque une augmentation notable des émissions de CO<sub>2</sub> due à l'utilisation de nombreux camions dotés de moteurs diesel de forte puissance pour le transport des fluides de fracturation, ainsi que de pompes de grande puissance pour la fracturation. Plusieurs études ont aussi montré que chaque puits occasionne des fuites importantes de méthane au moment de l'exploitation et après son abandon. L'impact du méthane sur le réchauffement climatique est 86 fois plus important par molécule que celui du CO<sub>2</sub> sur une échelle de 20 ans.

Les puits fracturés ont une durée de vie très courte, de 6 mois à 3 ans, et sont ensuite abandonnés. Pour maintenir la production, les exploitants doivent donc sans cesse forer et fracturer de nouveaux puits. Or, tout GES produit a un impact sur l'ensemble de la planète. Au final, cette filière énergétique est aussi néfaste que le charbon.

Cela n'a pas empêché le gouvernement Couillard de faciliter l'implantation d'une industrie gazière et pétrolière au Québec en adoptant sous bâillon, en décembre 2016, une législation complaisante et en déposant quelques mois plus tard une réglementation calquée sur les désirs de l'industrie. L'opposition s'est instantanément organisée et un front commun inédit d'organisations représentant plus de 1,5 million de personnes ont demandé d'une seule voix le 16 novembre 2017 le retrait intégral des projets de règlement :

« En moins de deux mois, entre le 19 octobre et le 5 décembre, plus de 32 000 personnes ont signé la pétition **NON aux forages!** réclamant le retrait complet et l'abandon définitif des projets de règlements de mise en œuvre de la Loi sur les hydrocarbures ainsi qu'un plan de sortie rapide et complet de la filière pétrolière et gazière au Québec<sup>10</sup>. »

---

<sup>10</sup> *Opposition aux projets de règlements de mise en œuvre de la Loi sur les hydrocarbures.*  
<<https://www.rvhq.ca/forages-au-quebec-c-est-non/>>

Choisir le gaz naturel comme carburant encourage l'implantation d'une industrie du gaz de schiste au Québec, ce qui ne pourrait qu'aviver la virulente opposition dans des contrées voisines, nommément Lotbinière et Bécancour, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie.

## Le gaz naturel n'est pas une énergie de transition valable

Le gouvernement de Philippe Couillard a donné 44,9 millions de dollars en provenance du Fonds vert à Énergir pour le développement de son réseau de distribution dans la Beauce (6,7 M\$), Portneuf (7,5 M\$), la MRC des Appalaches (13,2 M\$) et Bellechasse (17,5 M\$).

Dans sa politique énergétique dévoilée en avril 2016, le gouvernement avait annoncé son intention de favoriser l'extension du réseau gazier et de développer son réseau d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié. Le problème, c'est qu'il le fait sous le faux prétexte de la lutte contre les changements climatiques. Le gaz naturel est décrit comme « une énergie de transition profitable pour le Québec »<sup>11</sup>. À y regarder de plus près, la réalité est tout autre.

Depuis plusieurs années déjà<sup>12</sup>, des chercheurs nous ont avertis que le gaz naturel, à l'exception du gaz issu de la biométhanisation, contribue autant au réchauffement climatique que les produits pétroliers qu'il vise à remplacer. Si on tient compte des fuites de méthane qui se produisent tout au long de la chaîne de production, de traitement, de transport, de distribution et d'utilisation du gaz, en plus des émissions en provenance des puits abandonnés, les chiffres sur lesquels se basent les gouvernements pour justifier l'emploi du gaz comme énergie de transition ne tiennent plus la route. L'empreinte carbone du gaz naturel et du GNL est trop grande.

Lors d'une conférence de presse organisée le 5 septembre dernier en marge de la rencontre du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) à Montréal, le titulaire de la Chaire de recherche en science du climat de l'université Concordia et membre du GIEC Damon Matthews a démontré avec études et chiffres à l'appui que le gaz naturel ne constitue absolument pas un choix énergétique valable dans le contexte de la lutte aux changements climatiques<sup>13</sup>.

---

<sup>11</sup> <<http://politiqueenergetique.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/politique-energetique-2030.pdf>>, p.54.

<sup>12</sup> Citons depuis 2011, Dr Howarth <<https://theyee.ca/News/2014/05/23/Natural-Gas-Bridge-to-Nowhere/>>, Dr David Hughes <<https://fr.scribd.com/document/55274994/Will-Natural-Gas-Fuel-America-in-the-21st-Century>>, Dr Eleanor Stephenson <[https://www.researchgate.net/publication/257126052\\_Greenwashing\\_gas\\_Might\\_a\\_%27transition\\_fuel%27\\_label\\_legitimize\\_carbon-intensive\\_natural\\_gas\\_development](https://www.researchgate.net/publication/257126052_Greenwashing_gas_Might_a_%27transition_fuel%27_label_legitimize_carbon-intensive_natural_gas_development)>, Dr Haewon McJeon <<https://www.scientificamerican.com/article/natural-gas-offers-little-benefit-in-fight-against-global-warming/>>. Même de fervents promoteurs du gaz naturel perçoivent maintenant leur erreur : <<http://ieeexplore.ieee.org/stamp/stamp.jsp?reload=true&tp=&number=7024505>>

<sup>13</sup> Alexandre Shields, 6 septembre 2017. « Le gaz naturel ne serait pas une énergie de transition viable », *Le Devoir*. <<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/507324/le-recours-accru-au-gaz-naturel-nuit-a-la-lutte-contre-les-changements-climatiques-affirme-un-expert-du-giec>>

## Une propagande empoisonnée pour le Québec

Ce constat scientifique contraste abruptement avec la propagande intense à laquelle sont soumis les Québécois et Québécoises depuis plusieurs années, tant de la part d'Énergir que du gouvernement. En effet, que ce soit dans le texte de la politique énergétique du Québec ou sur le site de la compagnie gazière, le gaz naturel est indistinctement présenté comme une énergie propre et moins émettrice de GES que les produits pétroliers qu'il vise à remplacer. Sur le site d'Énergir on peut lire : «Du point de vue de l'environnement, le gaz naturel émet significativement moins de GES que le diesel lorsqu'on les compare "du puits à la roue", c'est-à-dire tout au long du cycle de production et de consommation»<sup>14</sup>. Cette affirmation est notoirement fautive. Comment comprendre une telle dérive de l'information?

Un premier élément de réponse provient des agences gouvernementales telles que l'Environmental Protection Agency (EPA) américaine qui minimisent systématiquement les émissions de GES provenant des fuites de méthane tout au long du cycle de vie du gaz<sup>15</sup>. Selon l'EPA, les fuites de gaz sont estimées à 1,5 %. Toutefois, plusieurs études universitaires démontrent que la moyenne des fuites recensées sur le terrain serait plutôt de l'ordre de 3 % et plus<sup>16</sup>. Or, au-delà de 1,3 % d'émissions fugitives, le gain d'économie de GES qui se produit lors de la combustion dans un moteur au gaz par rapport au diesel devient nul<sup>17</sup>. Donc, la conversion des moteurs diesels vers le gaz est un pas dans la mauvaise direction. On peut en dire autant pour le chauffage. Mais ce n'est pas tout.

Énergir emploie 137 lobbyistes<sup>18</sup> qui s'activent auprès du gouvernement québécois et des municipalités dans le but de créer un environnement politique et réglementaire favorable à l'expansion du gaz au Québec. Et nous avons tous été témoins de la campagne de charme d'Énergir dans les médias, avec ses images d'adultes souriants au travail et d'enfants heureux confortablement logés et protégés par la douce *énergie bleue*.

Malheureusement, *bleu* n'est pas *vert* — mais la propagande porte ses fruits empoisonnés. Par exemple, la ville de Boucherville a décidé de chauffer sa piscine municipale au gaz avec géothermie plutôt que d'opter pour une combinaison de solaire et de géothermie. Et c'est une flotte d'autobus au gaz que le gouvernement Couillard veut déployer pour desservir les

<sup>14</sup> <<https://www.energir.com/blogue/energie/transport-2/>>

<sup>15</sup> Dans un webinaire organisé par HEC Montréal le 17 mai dernier (2017), Mme Rosa Dominguez-Faust, responsable du Sustainable Transportation Energy Pathways (STEP) de l'Institute of Transportation Studies à l'Université de Californie Davis, a démontré à l'aide d'une série d'études que les émissions de GES liés au gaz naturel sont de 25 % à 75 % supérieures aux données fournies par l'agence gouvernementale américaine Environmental Protection Agency (EPA). Elle démontre également que les véhicules lourds qui fonctionnent au gaz naturel liquéfié (GNL), que veut développer chez nous le gouvernement Couillard, émettent davantage de GES que ceux roulant au diesel. <<https://energie.hec.ca/activites/hec-energie-webinaire-climate-energy-transition-and-the-use-of-natural-gas-in-freight-transportation-pros-and-cons/>>

<sup>16</sup> <<https://www.energie.hec.ca/activites/hec-energie-webinaire-climate-energy-transition-and-the-use-of-natural-gas-in-freight-transportation-pros-and-cons/>>

<sup>17</sup> <<https://centrere.uqam.ca/2017/gaz-naturel-energie-de-transition-conference-publique-5-septembre-2017/>>

<sup>18</sup> Registre des lobbyistes du Québec. <<https://www.lobby.gouv.qc.ca/servicespublic/consultation/ConsultationCitoyen.aspx?id=0>>

banlieues de Montréal, au lieu d'autobus électriques alimentés avec une énergie renouvelable de chez nous<sup>19</sup>. On peut multiplier les exemples. Comme l'a souligné le Regroupement vigilance hydrocarbures Québec : « Le gouvernement utilise le Fonds vert pour subventionner l'expansion du réseau de Gaz Métro ainsi que la conversion au gaz naturel de camions et la construction de navires asphaltiers-bitumiers-chimiquiers alimentés au GNL. Il pilote l'implantation de stations multicarburants et finance l'exploration de gisements de gaz naturel en Gaspésie<sup>20</sup>. »

Avec tout ce que nous savons aujourd'hui des impacts du gaz naturel sur le climat, il ne fait plus aucun doute que l'offensive gazière au Québec répond à une stratégie de développement d'une filière industrielle au détriment de la transition énergétique et de la lutte aux changements climatiques.

## Conclusion

Les dernières années nous ont montré que des options qui semblaient aller de soi se sont rapidement révélées être des impasses, autant en raison des conditions du marché (citons, localement, les projets Rabaska et Énergie Est) que de la non-acceptabilité de ces projets « sans avenir ». Le secteur énergétique est particulièrement vulnérable à ces fluctuations. Ce sera encore plus vrai lorsqu'un prix carbone sera associé à l'utilisation des ressources émettrices de GES, une étape inévitable pour atteindre les cibles de réduction du Québec et du Canada.

Le projet d'amener le gaz naturel à Montmagny, promu par Énergir, fournisseur de la ressource, et les entrepreneurs, clients éventuels, est soutenu et encouragé par les élus mais sur la base d'une information trompeuse et incomplète.

Si le CLD et la MRC de Montmagny souhaitent soutenir le développement économique, ils peuvent et doivent miser sur de nouvelles approches qui seront celles de l'avenir. Au contraire, le recours aux hydrocarbures serait non seulement compromis à terme mais demeurerait sujet à la volatilité des prix. De plus, les entreprises seraient tributaires d'un approvisionnement sur lequel elles n'auraient aucun contrôle, en raison d'un fournisseur unique, à caractère privé et compétitif en partie grâce à des subventions gouvernementales qui risquent de se tarir à mesure que les cibles climatiques gouvernementales se rapprocheront. Si le gouvernement québécois peut « donner » à 95 entreprises industrielles et agricoles plus de 463 000 \$ d'argent public chacune (sur une enveloppe globale de 44 M\$) pour faciliter leur transition énergétique, ne devrait-il pas investir cet argent dans des solutions d'avenir plutôt que dans des infrastructures qui seront bientôt désuètes ?

---

<sup>19</sup> Source : Mme Chantal Deschamps, responsable de l'organisation du transport collectif pour la Communauté Montréal Métropolitain (CMM).

<sup>20</sup> <<https://centrere.uqam.ca/2017/gaz-naturel-energie-de-transition-conference-publique-5-septembre-2017>>

Dans une optique beaucoup plus visionnaire, un projet pilote lancé en décembre 2017 par le Réseau des SADC (Société d'aide au développement des collectivités) et CAE (Centre d'aide aux entreprises) permet à des petites et moyennes entreprises regroupées de s'inscrire volontairement dans le marché du carbone en vue de pouvoir vendre des unités de crédit carbone obtenues en relation avec leur réduction de GES. Moins polluer devient alors un avantage financier pour les entreprises, mais bien davantage :

« C'est une récompense très valorisante pour les petites entreprises, car au-delà de l'aspect monétaire, elle leur confère une position de leaders en développement durable au sein de leur milieu et aussi de leur secteur d'activité. Ce sont des facteurs qui contribuent à augmenter leur compétitivité, qui les encouragent à poursuivre leurs efforts et à investir davantage en développement durable<sup>21</sup> ».

— Daniel Dumas, président du Réseau des SADC

Notre hydroélectricité donne au Québec un avantage incomparable pour éviter l'effondrement économique lié à l'éclatement de la bulle des énergies non conventionnelles. En plus d'être beaucoup moins polluante et néfaste pour la santé humaine et celle des écosystèmes, elle demeure une source d'approvisionnement énergétique abordable et sécuritaire à long terme. Avec l'efficacité énergétique, la géothermie, l'énergie éolienne et solaire, l'hydroélectricité marque la voie de notre transition énergétique. C'est non seulement une option à privilégier pour les entreprises mais également pour les particuliers et les administrations publiques.

La prise d'information, la consultation de la population et la mobilisation de tous les intervenants dans une démarche d'avenir, écologiquement et économiquement soutenable, devraient être les priorités de nos organisations publiques et des entreprises qui veulent assurer un leadership qui aura des retombées à long terme pour leur développement et celui de la MRC de Montmagny.

Montmagny, le 7 mars 2018

---

<sup>21</sup> Lancement du projet Crédits Carbone pour les petites entreprises.

<<https://www.newswire.ca/fr/news-releases/lancement-du-projet-credits-carbone-pour-les-petites-entreprises-661497073.html>>